

Arrêté n° 11424 du 19 novembre 2018

instituant un projet dénommé « appui à la domestication et au développement de la culture des bambous »

Le ministre de la recherche scientifique
et de l'innovation technologique,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-95 du 7 septembre 1995 portant orientation et programmation du développement scientifique et technologique ;

Vu la loi n° 23-2012 du 24 septembre 2012 portant création de l'institut national de recherche forestière ;

Vu le décret n° 97-246 du 5 août 1997 portant organisation et fonctionnement du fonds national de développement de la science et de la technologie ;

Vu le décret n° 2012-1158 du 9 novembre 2012 portant attributions du ministre de la recherche scientifique et de l'innovation technologique ;

Vu le décret n° 2013-187 du 10 mai 2013 portant organisation du ministère de la recherche scientifique et de l'innovation technologique ;

Vu le décret n° 2016-58 du 26 février 2016 portant approbation des statuts de l'institut national de recherche forestière ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 9449/MRSIT-CAB du 12 octobre 2018 mettant en place les programmes fédérateurs de recherche scientifique et d'innovation technologique.

Arrête :

CHAPITRE I : DE LA CRÉATION

Article premier : Il est créé, au sein du ministère de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, un projet dénommé « appui à la domestication et au développement de la culture des bambous ».

Article 2 : Le projet « appui à la domestication et au développement de la culture des bambous » est sous la responsabilité de l'institut national de recherche forestière.

CHAPITRE II : DES MISSIONS

Article 3 : Le projet a pour missions, notamment, de :

- domestiquer la culture des bambous ;
- étudier les meilleures conditions de culture des bambous ;
- identifier les zones agro-écologiques favorables à la culture des bambous à grande échelle ;
- faire l'étude des risques phytosanitaires ;
- faire des essais multi-locaux dans les zones agro-écologiques du Congo ;
- disposer des données techniques nécessaires à la réalisation de la culture des bambous ;
- mettre en place des champs semenciers de bambous pour se préparer à lutter contre les érosions ;

- moderniser les procédés de fabrication des instruments de musique, notamment des flûtes, ainsi que la fabrication des récipients et des paniers en bambous ;
- améliorer la qualité des mobiliers en bambous et stimuler les artisans à une production à grande échelle pour un marché international ;
- pérenniser l'exploitation des produits des bambous par leur culture à grande échelle ;
- stimuler la création des activités économiques et des emplois à partir de l'exploitation des bambous ;
- aménager les forêts sauvages par le planting des bambous en vue de conserver la biodiversité.

CHAPITRE III : DU SIEGE ET DE LA DUREE

Article 4 : Le siège du projet dénommé « appui à la domestication et au développement de la culture des bambous » est fixé à Brazzaville.

Article 5 : La durée du projet est de cinq ans.

Touefois, le projet peut être supprimé conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE IV : DE LA GESTION DU PROJET

Article 6 : Le projet « appui à la domestication et au développement de la culture des bambous » est coordonné par un chef de projet, assisté d'un secrétairecomptable et de deux membres.

Article 7 : Le coordonnateur, chef de projet est chargé, notamment, de concevoir les documents du projet, à savoir :

- les termes de référence, le devis estimatif détaillé et le cahier des charges ;
- planifier les différentes tâches qui concourent à la mise en oeuvre du projet ;
- évaluer les besoins et mettre en oeuvre une stratégie d'action ;
- déterminer les fonctions de chacun des membres de l'équipe du projet ;
- organiser les actions sur le terrain et diriger les équipes à l'oeuvre ;
- assurer la supervision de toutes les activités du projet ;
- suivre, contrôler et évaluer toutes les opérations liées au projet ;
- coordonner le processus de mise en oeuvre du projet ;
- veiller à la motivation des membres de l'équipe du projet en garantissant à chacun une rémunération appropriée et raisonnable, ainsi que des conditions de travail satisfaisantes ;
- ordonner l'exécution financière des fonds mis à la disposition du projet ;
- suivre l'exécution physique et financière du projet ;
- communiquer suffisamment sur la mise en

oeuvre du projet ;

- produire les rapports à mi-parcours et final du projet.

Article 8 : Le secrétaire-comptable du projet est chargé, notamment, de :

- réceptionner, enregistrer et expédier le courrier ;
- traiter, diffuser et classer les correspondances et autres documents administratifs ;
- saisir et reprographier les correspondances et autres documents administratifs ;
- assurer toutes les autres tâches qui peuvent lui être confiées ;
- faire la gestion financière du projet ;
- tenir le registre comptable du projet ;
- s'acquitter de toutes les factures ou charges financières liées au projet ;
- produire un rapport financier au terme du projet.

Article 9 : Les membres sont chargés, notamment, de :

- s'investir dans la mise en œuvre du projet ;
- exécuter les différentes opérations nécessaires à la bonne marche du projet, chacun selon sa spécialité et ses compétences ;
- participer à l'élaboration des rapports à mi-parcours et final du projet.

CHAPITRE V : DES DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Article 10 : Les ressources du projet sont constituées par :

- la subvention de l'Etat ;
- les produits de ses prestations ;
- la contribution du fonds national de développement de la recherche et de l'innovation ;
- les fonds provenant de l'aide extérieure ;
- les dons et legs.

Article 11 : Le projet « appui à la domestication et au développement de la culture du curcuma » est assujetti aux règles de la comptabilité publique.

CHAPITRE VI : DISPOSITIONS FINALES

Article 12 : Le coordonnateur, chef de projet, le secrétaire-comptable et les membres de l'équipe du projet sont nommés conformément à la réglementation en vigueur.

Ils perçoivent des primes et indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 13 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 19 novembre 2018

Martin Parfait Aimé COUSSOUD-MAVOUNGOU

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

NOMINATION

Arrêté n° 10904 du 13 novembre 2018.

Le commandant **MONGO (Rôger)** est nommé chef de division gestion du personnel et chancellerie à la direction des ressources humaines et de l'instruction civique de la direction générale de l'école de génie travaux.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Arrêté n° 10905 du 13 novembre 2018.

Le capitaine **MABANDZA KOUKADILA (Lovis Brunel Josapha)** est nommé chef de division groupement des stagiaires à la direction des ressources humaines et de l'instruction civique de la direction générale de l'école de génie travaux.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Arrêté n° 10906 du 13 novembre 2018.

Le capitaine **MBOUNGOU PANDI PEMBET II (Franckben Guychel)** est nommé chef de secrétariat du directeur général de l'école de génie travaux.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Arrêté n° 10907 du 13 novembre 2018.

Le capitaine **MBAMA (Kévin)** est nommé chef de division armement, munitions et optique à la direction de la logistique et des matériels de la direction générale de l'école de génie travaux.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Arrêté n° 10908 du 13 novembre 2018.

Le capitaine **PONOUON (Jean Gervais Ponel)** est nommé chef de division approvisionnement à la direction de la logistique et des matériels de la direction générale de l'école de génie travaux.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.